

Québec, le 21 mai 2019

Objet : Demande d'accès à des documents
N/D : LAI-ADM-19-004

Monsieur,

Le 2 mai dernier, monsieur Yves Fortin, Commissaire aux plaintes et à l'amélioration des services, a transmis votre demande au Bureau du Responsable de l'accès à l'information et de la protection des renseignements personnels. Votre demande vise l'obtention de statistiques.

Votre demande était formulée ainsi:

- « Using perhaps the last 30 years (or longer) to identify details as to:
- A- The number of plan members that retired over a the period both male/female.
 - B- The total amount of montly/annual pensions paid during the period.
 - C- The total number receiving pensions that died during the period. Both retired and non-retired?
 - D- The amount of survivor's income paid with the total number of survivors during the period.
 - E- The total number of deceased members who died prior to receiving retirement benefits with the total amount of death benefits paid for these.
 - F- Now the critical information: In the total members, deceased prior to retirement extract the total of plan member's contributions (personal contributions).that the members paid into the plan?
 - G- For each of the years identify the total annual rate of return of the Pension Fund? In addition the financial information as to the funding of the Plan during years that actuarial valuations were prepared confirming the surplus/deficit position of the total Plan?"

Après analyse, conformément à la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels (RLRQ, chapitre A-2.1), ci-après Loi sur l'accès, nous accédons partiellement à votre demande.

En effet, Retraite Québec ne comptabilise pas les données demandées aux points E et F de votre demande. En vertu des articles 1 et 15 de la Loi sur l'accès, le droit d'accès ne porte que sur les documents détenus par Retraite Québec et dont la communication ne requiert ni calcul ni comparaison de renseignements.

Vous trouverez ci-dessous la réponse à chacun des points formulés dans votre demande et les liens vers notre site Internet, le cas échéant:

- A- Les données sont disponibles pour les 20 dernières années (1997 à 2017) dans la publication Statistiques 2017 du Régime de rentes du Québec (tableau 31 à la page 60)
https://www.rrq.gouv.qc.ca/SiteCollectionDocuments/www.rrq.gouv.qc/Francais/publications/regime_rentes/statistiques/5014f-statistiques-2017-rrq.pdf

Les données sont disponibles pour les dix années précédentes (1987 à 1997) dans la publication Statistiques 2000 du Régime de rentes du Québec (tableau 33 à la page 56)
https://www.rrq.gouv.qc.ca/SiteCollectionDocuments/www.rrq.gouv.qc/Francais/publications/regime_rentes/statistiques/rrq2000.pdf

- B- Les données sont disponibles pour les 20 dernières années (1997 à 2017) dans la publication Statistiques 2017 du Régime de rentes du Québec (tableau 32 à la page 61)
https://www.rrq.gouv.qc.ca/SiteCollectionDocuments/www.rrq.gouv.qc/Francais/publications/regime_rentes/statistiques/5014f-statistiques-2017-rrq.pdf

Les données sont disponibles pour les dix années précédentes (1987 à 1997) dans la publication Statistiques 2000 du Régime de rentes du Québec (tableau 34 à la page 57)
https://www.rrq.gouv.qc.ca/SiteCollectionDocuments/www.rrq.gouv.qc/Francais/publications/regime_rentes/statistiques/rrq2000.pdf

- C- La réponse à cette question se retrouve dans les pièces jointes.

- D- Les données sont disponibles pour les 20 dernières années (1997 à 2017) dans la publication Statistiques 2017 du Régime de rentes du Québec (tableaux 17 et 21 aux pages 39 et 47)
https://www.rrq.gouv.qc.ca/SiteCollectionDocuments/www.rrq.gouv.qc/Francais/publications/regime_rentes/statistiques/5014f-statistiques-2017-rrq.pdf

Les données sont disponibles pour les dix années précédentes (1987 à 1997) dans la publication Statistiques 2000 du Régime de rentes du Québec (tableaux 21 et 25 aux pages 36 et 44)
https://www.rrq.gouv.qc.ca/SiteCollectionDocuments/www.rrq.gouv.qc/Francais/publications/regime_rentes/statistiques/rrq2000.pdf

- E- Retraite Québec ne comptabilise pas cette information et le développement pour le traitement de cette information serait majeur.

- F- Retraite Québec ne comptabilise pas cette information et le développement pour le traitement de cette information serait majeur.

- G- La réponse à cette question se retrouve dans les pièces jointes (Historique fonds RRQ. Également, les informations financières à propos de la solvabilité du fonds RRQ se retrouvent dans l'Évaluation actuarielle du Régime de rentes du Québec au 31 décembre 2015 (tableau 5 à la page 26) pour le régime de base ainsi que dans le Rapport actuariel modifiant l'Évaluation actuarielle du Régime de rentes du Québec au 31 décembre 2015 (Section 5.4 à la page 28).

https://www.rrq.gouv.qc.ca/SiteCollectionDocuments/www.rrq.gouv.qc.ca/Francais/publications/regime_rentes/1004f-evaluation-actuarielle-rrq-2015.pdf

https://www.rrq.gouv.qc.ca/SiteCollectionDocuments/www.rrq.gouv.qc.ca/Francais/publications/regime_rentes/1005f-rapport-actuariel-rrq.pdf

Conformément aux articles 51 et 101 de la Loi sur l'accès, nous vous informons que vous pouvez faire une demande de révision en vous adressant à la Commission d'accès à l'information. Ce recours est prévu à la section III du chapitre IV (articles 135 et suivants). Votre demande doit être présentée dans les trente jours qui suivent la date de la présente lettre. À cet effet, nous joignons à notre envoi le document intitulé *Avis de recours en révision*.

Nous vous prions d'agréer, Monsieur, l'expression de nos sentiments distingués.

Julie Lamarre pour
Sophie Labelle-Jackson, avocate
Responsable adjointe de l'accès à l'information
et de la protection des renseignements personnels

p.j. : Documents
Extraits de la Loi
Avis de recours en révision

Case postale 5200, Québec (Québec) G1K 7S9
Téléphone : 418 643-5185
Région de Montréal : 514 873-2433
Sans frais : 1 800 463-5185
www.retraitequebec.gouv.qc.ca

Téléphone : (418) 657-8702
Télécopieur : (418) 643-9590

Cliquez ici pour
entrer du texte.

Nombre de bénéficiaires de la rente de retraite du RRQ décédés

Voici l'historique des bénéficiaires de la rente de retraite décédés depuis la création du RRQ.

Année	Nombre de décès parmi les bénéficiaires de la rente de retraite
1966	0
1967	61
1968	272
1969	738
1970	1374
1971	2050
1972	2665
1973	3229
1974	4029
1975	4613
1976	5868
1977	6678
1978	7546
1979	8148
1980	9248
1981	9971
1982	11176
1983	11887
1984	13308
1985	14970
1986	16337
1987	17286
1988	18399
1989	19378
1990	20621
1991	21581
1992	22396
1993	24273
1994	25056
1995	26418
1996	27391
1997	29473
1998	30226
1999	30904
2000	30593
2001	31389
2002	32799
2003	33157
2004	33736
2005	34565
2006	34263
2007	36455
2008	37341
2009	38468
2010	39882
2011	41315
2012	42644
2013	43567
2014	45881
2015	47608
2016	48291
2017	50404

Cliquez ici pour
entrer du texte.

Historique des rendements du fonds RRQ

Voici l'historique des rendements du fonds RRQ depuis sa création.

	RRQ
1966	6,4 %
1967	-1,2 %
1968	4,4 %
1969	-4,4 %
1970	12,8 %
1971	14,2 %
1972	10,9 %
1973	3,4 %
1974	-5,7 %
1975	12,6 %
1976	19,0 %
1977	11,3 %
1978	9,5 %
1979	6,9 %
1980	9,7 %
1981	-1,2 %
1982	33,6 %
1983	15,7 %
1984	11,4 %
1985	24,6 %
1986	14,3 %
1987	4,5 %
1988	10,7 %
1989	16,7 %
1990	1,0 %
1991	17,4 %
1992	4,9 %
1993	19,8 %
1994	-2,5 %
1995	18,5 %
1996	14,9 %
1997	12,3 %
1998	10,2 %
1999	17,0 %
2000	5,9 %
2001	-4,8 %
2002	-10,0 %
2003	16,0 %
2004	12,8 %
2005	15,6 %
2006	16,3 %
2007	6,4 %
2008	-26,4 %
2009	9,7 %
2010	14,3 %
2011	2,8 %
2012	10,5 %
2013	15,5 %
2014	12,5 %
2015	10,5 %
2016	8,2 %
2017	10,9 %
2018	4,2 %

**LOI SUR L'ACCÈS AUX DOCUMENTS DES ORGANISMES PUBLICS
ET SUR LA PROTECTION DES RENSEIGNEMENTS PERSONNELS**
(RLRQ, chapitre A-2.1)

Article 1. La présente loi s'applique aux documents détenus par un organisme public dans l'exercice de ses fonctions, que leur conservation soit assurée par l'organisme public ou par un tiers.

Elle s'applique quelle que soit la forme de ces documents: écrite, graphique, sonore, visuelle, informatisée ou autre.

Article 13. Le droit d'accès à un document produit par un organisme public ou pour son compte et ayant fait l'objet d'une publication ou d'une diffusion s'exerce par consultation sur place pendant les heures habituelles de travail ou à distance ou par l'obtention d'informations suffisantes pour permettre au requérant de le consulter ou de se le procurer là où il est disponible.

De même, le droit d'accès à un document produit par un organisme public ou pour son compte et devant faire l'objet d'une publication ou d'une diffusion dans un délai n'excédant pas six mois de la demande d'accès, s'exerce par l'un ou plusieurs des moyens suivants:

- 1° la consultation sur place pendant les heures habituelles de travail ou à distance;
- 2° l'obtention d'informations suffisantes pour permettre au requérant de le consulter là où il est disponible ou de se le procurer lors de sa publication ou de sa diffusion;
- 3° le prêt du document, à moins que cela ne compromette sa publication ou sa diffusion.

Le présent article ne restreint pas le droit d'accès à un document diffusé conformément à l'article 16.1.

Article 15. Le droit d'accès ne porte que sur les documents dont la communication ne requiert ni calcul, ni comparaison de renseignements.

RÉVISION

a) Pouvoir

L'article 135 de la Loi sur l'accès prévoit qu'une personne dont la demande écrite a été refusée en tout ou en partie par la personne responsable de l'accès aux documents ou de la protection des renseignements personnels peut demander à la Commission d'accès à l'information de réviser cette décision.

La demande de révision doit être faite par écrit et elle peut exposer brièvement les raisons pour lesquelles la décision devrait être révisée (article 137).

Les coordonnées de la Commission d'accès à l'information sont les suivantes :

Québec

Bureau 2.36
525, boul. René-Lévesque Est
Québec (Québec) G1R 5S9
Téléphone : 418 528-7741
Numéro sans frais : 1 888 528-7741
Télécopieur : 418 529-3102

Montréal

Bureau 18.200
500, boul. René-Lévesque Ouest
Montréal (Québec) H2Z 1W7
Téléphone : 514 873-4196
Numéro sans frais : 1 888 528-7741
Télécopieur : 514 844-6170

b) Motifs

Selon l'article 135 de la Loi sur l'accès, les motifs relatifs à la révision peuvent porter sur la décision, sur le délai de traitement de la demande, sur le mode d'accès à un document ou à un renseignement, sur les frais exigibles ou sur l'application de l'article 9 (notes personnelles inscrites sur un document, esquisses, ébauches, brouillons, notes préparatoires ou autres textes de même nature qui ne sont pas considérés comme des documents d'un organisme public).

c) Délais

Les demandes de révision doivent être adressées à la Commission d'accès à l'information dans les trente (30) jours suivant la date de la décision ou de l'expiration du délai accordé à la personne responsable pour répondre à une demande (article 135).

La Loi sur l'accès prévoit explicitement que la Commission d'accès à l'information peut, pour motif raisonnable, relever la requérante ou le requérant du défaut de respecter le délai de trente (30) jours (article 135).

APPEL DEVANT LA COUR DU QUÉBEC

a) Pouvoir

L'article 147 de la Loi sur l'accès stipule qu'une personne directement intéressée peut porter la décision finale de la Commission d'accès à l'information en appel devant un juge de la Cour du Québec sur toute question de droit ou de compétence.

L'appel d'une décision interlocutoire ne peut être interjeté qu'avec la permission d'un juge de la Cour du Québec s'il s'agit d'une décision interlocutoire à laquelle la décision finale ne pourra remédier (article 147).

b) Délais

L'article 149 de la Loi sur l'accès prévoit que l'avis d'appel d'une décision finale doit être déposé au greffe de la Cour du Québec dans les trente (30) jours qui suivent la date de réception de la décision de la Commission par les parties.

c) Procédure

Selon l'article 151 de la Loi sur l'accès, l'avis d'appel doit être signifié aux parties et à la Commission dans les dix (10) jours suivant son dépôt au greffe de la Cour du Québec.

21 May 2019

Subject: Request for access to information
File number: LAI-ADM-19-004

Dear Sir:

On 2 May 2019, Mr. Yves Fortin, Commissaire aux plaintes et à l'amélioration des services, sent your request for access to information to Retraite Québec's Bureau du Responsable de l'accès à l'information et de la protection des renseignements personnels. Your request pertains to the possibility of obtaining statistics.

Your request was as follows:

Using perhaps the last 30 years (or longer) to identify details as to:

- A- The number of plan members that retired over a the period both male/female.
- B- The total amount of monthly/annual pensions paid during the period.
- C- The total number receiving pensions that died during the period. Both retired and non-retired?
- D- The amount of survivor's income paid with the total number of survivors during the period.
- E- The total number of deceased members who died prior to receiving retirement benefits with the total amount of death benefits paid for these.
- F- Now the critical information: In the total members, deceased prior to retirement extract the total of plan member's contributions (personal contributions) that the members paid into the plan?
- G- For each of the years identify the total annual rate of return of the Pension Fund? In addition the financial information as to the funding of the Plan during years that actuarial valuations were prepared confirming the surplus/deficit position of the total Plan?

Pursuant to the *Act respecting Access to documents held by public bodies and the Protection of personal information* (CQLR, chapter A-2.1) (the Act), we can partially grant your request.

Please note that Retraite Québec does not calculate the data requested in points E and F of your request. Pursuant to sections 1 and 15 of the Act, the right of access applies only to documents held by Retraite Québec that can be released without requiring computation or comparison of information.

Telephone : (418) 657-8702
FAX: (418) 643-9590

Below is a list of replies to each of the points of your request. We have included links to various PDFs on our website, where applicable. Please note that the PDFs are available in French only.

- A- The requested data is available for the 20-year period from 1997 to 2017 in the publication entitled *Statistiques 2017 – Régime de rentes du Québec* (table 31 on page 60)
https://www.rrq.gouv.qc.ca/SiteCollectionDocuments/www.rrq.gouv.qc/Francais/publications/regime_rentes/statistiques/5014f-statistiques-2017-rrq.pdf

The requested data is available for the 10-year period from 1987 to 1997 in the publication entitled *Statistiques 2000 – Régime de rentes du Québec* (table 33 on page 56)
https://www.rrq.gouv.qc.ca/SiteCollectionDocuments/www.rrq.gouv.qc/Francais/publications/regime_rentes/statistiques/rrq2000.pdf

- B- The requested data is available for the 20-year period from 1997 to 2017 in the publication entitled *Statistiques 2017 – Régime de rentes du Québec* (table 32 on page 61)
https://www.rrq.gouv.qc.ca/SiteCollectionDocuments/www.rrq.gouv.qc/Francais/publications/regime_rentes/statistiques/5014f-statistiques-2017-rrq.pdf

The requested data is available for the 10-year period from 1987 to 1997 in the publication entitled *Statistiques 2000 – Régime de rentes du Québec* (table 34 on page 57)
https://www.rrq.gouv.qc.ca/SiteCollectionDocuments/www.rrq.gouv.qc/Francais/publications/regime_rentes/statistiques/rrq2000.pdf

- C- The answer to this this question can be found in the enclosed documents.

- D- The requested data is available for the 20-year period from 1997 to 2017 in the publication entitled *Statistiques 2017 – Régime de rentes du Québec* (tables 17 and 21 on pages 39 and 47)
https://www.rrq.gouv.qc.ca/SiteCollectionDocuments/www.rrq.gouv.qc/Francais/publications/regime_rentes/statistiques/5014f-statistiques-2017-rrq.pdf

The requested data is available for the 10-year period from 1987 to 1997 in the publication entitled *Statistiques 2000 – Régime de rentes du Québec* (tables 21 and 25 on pages 36 and 44)
https://www.rrq.gouv.qc.ca/SiteCollectionDocuments/www.rrq.gouv.qc/Francais/publications/regime_rentes/statistiques/rrq2000.pdf

- E- Retraite Québec does not collect this data. The procedure for retrieving such information would entail significant complexity.
- F- Retraite Québec does not collect this data. The procedure for retrieving such information would entail significant complexity.

- G- The answer to this this question can be found in the enclosed documents (History of QPP funds). In addition, the financial information pertaining to the solvency of the QPP fund can be found, for the base plan, in the *Actuarial Valuation of the Québec Pension Plan as at 31 December 2015* (table 5 on page 25) and, for the additional plan, in the Actuarial report supplementing the *Actuarial Valuation of the Québec Pension Plan as at 31 December 2015* (Section 5.4 on page 27).

https://www.rrq.gouv.qc.ca/SiteCollectionDocuments/www.rrq.gouv.qc/Francais/publications/regime_rentes/1004f-evaluation-actuarielle-rrq-2015.pdf

https://www.rrq.gouv.qc.ca/SiteCollectionDocuments/www.rrq.gouv.qc/Francais/publications/regime_rentes/1005f-rapport-actuariel-rrq.pdf

In accordance with sections 51 and 101 of the Act, you can file an application for review with the Commission d'accès à l'information. This recourse is prescribed in Division III of Chapter IV (sections 135 and following). You must file your application within 30 days following the date of this letter. We have enclosed a Notice of revision and appeal.

Yours truly,

*Translation of the French original
signed by*

Julie Lamarre for
Sophie Labelle-Jackson, Attorney
Responsable adjointe de l'accès à l'information
et de la protection des renseignements personnels

Encl.: Documents
Excerpts from the Act
Notice of revision and appeal

Téléphone : (418) 657-8702
Télécopieur : (418) 643-9590

Cliquez ici pour
entrer du texte.

History of QPP returns

The following show the history of the QPP returns since the creation of the Plan.

	QPP
1966	6.4%
1967	-1.2%
1968	4.4%
1969	-4.4%
1970	12.8%
1971	14.2%
1972	10.9%
1973	3.4%
1974	-5.7%
1975	12.6%
1976	19.0%
1977	11.3%
1978	9.5%
1979	6.9%
1980	9.7%
1981	-1.2%
1982	33.6%
1983	15.7%
1984	11.4%
1985	24.6%
1986	14.3%
1987	4.5%
1988	10.7%
1989	16.7%
1990	1.0%
1991	17.4%
1992	4.9%
1993	19.8%
1994	-2.5%
1995	18.5%
1996	14.9%
1997	12.3%
1998	10.2%
1999	17.0%
2000	5.9%
2001	-4.8%
2002	-10.0%
2003	16.0%
2004	12.8%
2005	15.6%
2006	16.3%
2007	6.4%
2008	-26.4%
2009	9.7%
2010	14.3%
2011	2.8%
2012	10.5%
2013	15.5%
2014	12.5%
2015	10.5%
2016	8.2%
2017	10.9%
2018	4.2%

Cliquez ici pour
entrer du texte.

Number of deceased QPP retirement pension beneficiaries

The following table shows the history of deceased retirement pension beneficiaries since the creation of the QPP.

Year	Number of deceased who received a retirement pension
1966	0
1967	61
1968	272
1969	738
1970	1374
1971	2050
1972	2665
1973	3229
1974	4029
1975	4613
1976	5868
1977	6678
1978	7546
1979	8148
1980	9248
1981	9971
1982	11 176
1983	11 887
1984	13 308
1985	14 970
1986	16 337
1987	17 286
1988	18 399
1989	19 378
1990	20 621
1991	21 581
1992	22 396
1993	24 273
1994	25 056
1995	26 418
1996	27 391
1997	29 473
1998	30 226
1999	30 904
2000	30 593
2001	31 389
2002	32 799
2003	33 157
2004	33 736
2005	34 565
2006	34 263
2007	36 455
2008	37 341
2009	38 468
2010	39 882
2011	41 315
2012	42 644
2013	43 567
2014	45 881
2015	47 608
2016	48 291
2017	50 404

**ACT RESPECTING ACCESS TO DOCUMENTS HELD BY PUBLIC BODIES AND THE
PROTECTION OF PERSONAL INFORMATION**
(RLRQ, chapitre A-2.1)

1. This Act applies to documents kept by a public body in the exercise of its duties, whether it keeps them itself or through the agency of a third party.

This Act applies whether the documents are recorded in writing or print, on sound tape or film, in computerized form, or otherwise.

13. The right of access to a document produced by or for a public body and having been published or distributed is exercised by examining the document on the premises during regular working hours or by remote access or by procuring enough information to enable the applicant to examine or obtain the document where it is available.

Furthermore, the right of access to a document produced by or for a public body and that is to be distributed or published six months or less after the request for access shall be exercised by an applicant in one or more of the following ways:

- (1) examining the document on the premises during regular working hours or by remote access;
- (2) procuring sufficient information to enable him to examine the document where it is available or to obtain it at the time of its publication or distribution;
- (3) obtaining the document on loan, provided that that does not compromise its publication or distribution.

This section does not limit the right of access to a document distributed in accordance with section 16.1.

15. The right of access applies only to documents that can be released without requiring computation or comparison of information.

REVISION

a) Power

Article 135 of the Act respecting access to documents held by public bodies and the protection of personal information provides that every person whose request has been denied, in whole or in part, by the person in charge of access to documents or of protection of personal information may apply to the Commission for a review of the decision.

The application for review must be made in writing; it may state briefly the reasons for which the decision should be reviewed (article 137).

The Commission d'accès à l'information's address is the following :

Québec

Suite 2.36
525, boul. René-Lévesque Est
Québec (Québec) G1R 5S9
Phone number : 418 528-7741
Toll free number : 1 888 528-7741
Fax number : 418 529-3102

Montréal

Suite 18.200
500, boul. René-Lévesque Ouest
Montréal (Québec) H2Z 1W7
Phone number : 514 873-4196
Toll free number : 1 888 528-7741
Fax number : 514 844-6170

b) Grounds

Article 135 of the Act also provides that grounds relating to revision can refer to the decision, the application's processing time, a document or an information's access mode, the fees or the application of article 9 (personal notes written on a document or to sketches, outlines, drafts, preliminary notes or other documents of the same nature not considered as public body documents).

c) Delays

The application for revision must be sent to the Commission d'accès à l'information within thirty days of the date of the decision or of the time granted to the person in charge for processing a request (article 135).

However, the Act provides explicitly that the Commission may, for any serious cause, release the applicant from a failure to observe the time limit (article 135).

APPEAL AT THE OFFICE OF THE COURT OF QUÉBEC

a) Power

Article 147 of the Act provides that a person directly interested may bring an appeal from the final decision of the Commission before a judge of the Court of Québec on a question of law or jurisdiction.

The appeal of an interlocutory decision can only be filed with the permission of a judge from the Court of Québec if it is an interlocutory decision to which the final decision could not remedy.

b) Delays

Article 149 of the Act provides that the notice of appeal of a final decision must be filed at the office of the Court of Québec within 30 days after the date the parties receive the final decision from the Commission.

c) Proceedings

According to article 151 of the Act, the notice of appeal must be served on the parties and on the Commission within 10 days after its filing at the office of the Court of Québec.